



## e-Spania

Revue interdisciplinaire d'études hispaniques  
médiévales et modernes

35 | février 2020

Arte y Literatura en el Siglo de Oro – Les dynamiques  
de pouvoir dans les mondes ibériques

---

# Pour une philosophie politique pratique : analyse de deux principes centraux du *Gobierno del Perú* de Juan de Matienzo, 1567

Nejma Kermele

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/e-spania/34242>

DOI : 10.4000/e-spania.34242

ISSN : 1951-6169

### Éditeur

Civilisations et Littératures d'Espagne et d'Amérique du Moyen Âge aux Lumières (CLEA) - Paris  
Sorbonne

### Référence électronique

Nejma Kermele, « Pour une philosophie politique pratique : analyse de deux principes centraux du  
*Gobierno del Perú* de Juan de Matienzo, 1567 », *e-Spania* [En ligne], 35 | février 2020, mis en ligne le 11  
février 2020, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/e-spania/34242> ; DOI :  
10.4000/e-spania.34242

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 février 2020.



Les contenus de la revue *e-Spania* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative  
Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Pour une philosophie politique pratique : analyse de deux principes centraux du *Gobierno del Perú* de Juan de Matienzo, 1567

Nejma Kermele

---

- 1 La crise<sup>1</sup> que traversent, dans les années 1560, l'Espagne et ses territoires américains – le Pérou en particulier – révèle les différentes aspirations politiques des groupes en présence. Dans ce contexte conflictuel, dans cet espace traversé de dynamiques complexes, le débat sur la question des *Justes Titres*, sur la restitution des biens dérobés aux Indigènes et sur la perpétuité des *encomiendas*, débat nourri par les réflexions des juristes de l'École de Salamanque, de Bartolomé de Las Casas et de Juan Ginés de Sepúlveda pour ne citer que les plus connus, trouvait un écho important au Pérou car il conditionnait le choix d'un modèle de gouvernement aux effets socio-économiques concrets. Dans ce Pérou à la croisée des chemins se constitue un discours de l'état d'urgence<sup>2</sup>, visible dans un très grand nombre de textes<sup>3</sup> dont le but était d'alerter la Couronne du danger d'une possible destruction du Pérou si aucune réforme n'était mise en place. Cette nécessité pratique de repenser le politique est au cœur du texte de Juan de Matienzo, *El Gobierno del Perú con todas las cosas pertenecientes a él y a su historia*<sup>4</sup>, envoyé en Espagne en 1567 mais mis en chantier dès l'arrivée de l'auditeur au Pérou en 1561<sup>5</sup> et en lien avec les autres écrits de l'auteur, dont certains ne nous sont pas parvenus<sup>6</sup>. Le *Gobierno*, document non publié avant le XX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>, mais connu de bien des commentateurs<sup>8</sup>, est un texte complexe, hybride qui participe de plusieurs genres. S'il se présente d'abord comme un manuel d'économie politique pratique, divisé formellement en deux parties qui abordent d'une manière qui se veut didactique, d'une part la *República de los Indios* et d'autre part la *República de los Españoles*<sup>9</sup>, c'est également un véritable *tratado de remedios* qui s'appuie sur une méthode particulière. Dans de nombreux chapitres, le plan suivi est identique : Matienzo procède à un état des lieux, suivi d'une analyse critique et de propositions concrètes synthétisées sous forme de lois, construisant au fil des pages un véritable corpus juridique, un *cedulario*

directement utilisable. Il faut souligner l'originalité de cette approche méthodologique, qui fait de la loi le vecteur majeur du politique, et qui permet d'embrasser l'ensemble des problèmes de la Vice-royauté.

- 2 Le texte se présente donc comme un diagnostic sur l'état du Pérou et propose un plan de gouvernement dont le but était de consolider l'acquis – c'est-à-dire la souveraineté du roi et la domination d'une partie des Indiens – et d'aller de l'avant en achevant la Conquête, en stabilisant le territoire et en faisant une source de profit, en mettant notamment l'accent sur la production minière et le commerce. *Conservar la tierra*<sup>10</sup> est la préoccupation majeure de Matienzo. Son analyse des tensions au sein et entre les deux *Repúblicas* se fait en utilisant notamment deux notions qui nous semblent particulièrement opératoires : la question d'une part de la propriété privée et celle de la citoyenneté ; la première comme une façon d'intégrer les communautés dans un modèle économique plus dynamique et adapté à l'essor de l'Empire, la seconde comme un outil de la construction d'un modèle sociétal plus apaisé. Il nous semble qu'aborder la question des dynamiques de pouvoir par le biais de ces deux notions théoriques, relativement peu travaillées<sup>11</sup>, permet de saisir le point nodal de la pensée politique de Juan de Matienzo et d'appréhender de manière plus sûre l'art de gouverner que l'auditeur propose pour la société hispano-criolla en construction au Pérou. Ce faisant, nous cherchons avant tout à montrer le caractère pragmatique de sa démarche, fondée sur son propre engagement<sup>12</sup> et sa pratique directe, bien plus que sur la démarche distante ou théorique d'un juriste de cabinet.

## Un auditeur engagé

- 3 Le *Gobierno*, nous l'avons dit, naît de la spécificité du contexte péruvien qui engage la souveraineté de l'Espagne et le devenir de l'Empire. Matienzo, auditeur de Charcas, n'est en rien un acteur neutre du débat. Le conflit entre les deux institutions – le vice-roi et les Audiencias – était patent. Il transparaît clairement – c'est un exemple parmi tant d'autres – dans une lettre du Comte de Nieva datée du mois d'août 1563. Le vice-roi y soulignait l'autonomie qu'il jugeait excessive de la toute jeune Audiencia de Charcas et ses désirs d'émancipation politique ; il n'hésitait pas à se demander si les auditeurs n'avaient pas comme projet de prendre totalement en main, de manière séditeuse, le gouvernement de la province : « *no sé si quieren los oydores de los Charcas alzarse con las minas como con el gobierno de toda aquella provincia* »<sup>13</sup> et le vice-roi de s'insurger contre la décision de nommer Matienzo « *juez de comision* » avec mission d'inspecter les mines de Potosi et de Porco et de statuer sur les litiges existants<sup>14</sup>. C'est donc directement que Juan de Matienzo est ici mis en cause.
- 4 Dans le *Gobierno* se révèle également sa situation ambiguë, bien qu'il s'en défende<sup>15</sup>, d'homme engagé personnellement dans le territoire, situation qui le pousse à trouver un équilibre entre l'exigence de son office et ses intérêts en tant que membre de la *République des Espagnols*. Or la situation des Espagnols, des *encomenderos* mais aussi et peut-être surtout de ceux qui ne l'étaient pas, demeurait préoccupante, nous l'avons dit, pour la stabilité du Pérou. La lutte pour la perpétuité des *encomiendas* et la question de la restitution des biens, au cœur des débats, étaient des freins à l'instauration d'une société apaisée, capable de mettre en place les moyens d'une économie efficace. La restitution, exigence lascasienne qui avait été reprise en 1560 par l'archevêque de Lima, Jerónimo de Loayza en accord avec les autres Supérieurs des Ordres présents au Pérou,

ne concernait pas seulement les *encomenderos* ; elle remettait en cause la légitimité de la présence espagnole au Pérou et donc le modèle de gouvernement mis en place. C'est pourquoi Matienzo tente de régler cette question dès l'ouverture de son texte, en s'appuyant notamment sur une lecture du passé incaïque qui récupérait une vieille antienne de la pensée théologico-juridique : la tyrannie, forme malade de la monarchie selon Aristote, système anti-juridique selon Matienzo dans la mesure où le tyran est par essence contre le droit. Dès le premier chapitre, Matienzo cherche donc à régler la question idéologique des *Justes Titres* en définissant l'origine du pouvoir civil de l'Inca. Les sources indigènes étant essentiellement orales et donc sujettes à caution, Matienzo les complète par des sources espagnoles, notamment Cieza de León dont il copie littéralement certains passages. Le récit de la prise de pouvoir inca se construit via la figure de Manco Capac, figure qui cumule deux statuts : celui de fondateur de Cuzco, ville-centre, et de législateur.

- 5 Les lois promulguées alors par les Incas sont marquées par l'absence de référence au bien commun et si elles sont parfois bonnes et utiles, c'est seulement par hasard. Dans la typologie des États que Matienzo dessine, les Incas fondent une république nouvelle qui édifie son extension territoriale sur la violence et la guerre et qui conserve son empire par la force et l'injustice, une république nouvelle qui semble faire écho à un de ces « principats nouveaux en tout » (*principati al tucto nuovi*) dont parle Machiavel<sup>16</sup>. De fait Matienzo fait des Incas des techniciens du pouvoir qui s'appuient sur un usage de la violence au quotidien, forçant leurs sujets à des rudes labeurs en les maintenant dans une pauvreté qui les empêche de relever la tête. Les Incas ne règnent pas, ne dirigent pas, ils dominent. Ce qui les caractérise, ce n'est pas l'art de gouverner mais bien l'art de tyranniser que Diderot allait bien plus tard associer au machiavélisme : « *une espèce de politique détestable qu'on peut rendre en deux mots, par l'art de tyranniser* »<sup>17</sup>.
- 6 La théorie du tyran renvoie certes de façon parfaitement classique à la doctrine d'Aristote exprimée dans l'*Éthique à Nicomaque*, puis redéfinie dans les *Partidas* (II, 1, 10) ; elle était toujours un nœud central de réflexion politique des penseurs contemporains à l'échelle hispanique<sup>18</sup> et européenne<sup>19</sup>. Nous ne savons certes pas si Matienzo avait lu Machiavel, bien que ses écrits aient sans aucun doute été connus assez tôt en Espagne<sup>20</sup>, mais il nous semble possible que la réflexion sur la tyrannie et son utilisation à très grande échelle par les *tolédistes* aient été alimentées par les questionnements soulevés par le Florentin. Poser en tout cas la différence entre une république récente qui ne s'appuie pour fonctionner que sur la violence et l'injustice renforçait automatiquement la souveraineté du roi d'Espagne dont l'action s'inscrivait dans une longue histoire chrétienne et dont les fins étaient différentes, garanties à la fois par un cadre éthique que Matienzo ne remet jamais en cause, par la recherche du bien commun, par le droit enfin qui faisait de l'Empereur le seigneur du monde<sup>21</sup> et, au plan local, par l'affirmation de la nécessité de domination des Espagnols qui devaient protéger les « *pobres indios* »<sup>22</sup>, considérés comme des mineurs, des tyrannies de leurs chefs.

# Réguler la propriété pour penser le pouvoir

## Tyrannie et propriété

- 7 Notons que la première des raisons qui fondent la pratique tyrannique des Incas est l'interdiction faite aux Indiens de posséder quoi que ce soit en propre :

*[...] es cierto que no dexaban poseer cosa alguna a sus indios, antes cualquier oro o plata que sacaban, era para el Inga y ellos de ninguna cosa dello se aprovechaban, ni los dexaban aprovechar<sup>23</sup>.*

- 8 Matienzo poursuivait en affirmant que les Incas favorisaient également la pauvreté des Indiens pour les forcer à travailler, afin de les tenir occupés et éloignés de tout désir de rébellion : « *La segunda señal de tiranos es si procuran que sus súbditos sean pobres, para que, fatigados y ocupados en sus cotidianos trabaxos, no puedan alzar cabeza contra ellos [...]* ». De la même façon, la guerre n'avait d'autre fin pour les tyrans que d'instaurer la pauvreté de leurs sujets : « *Suelen también los tiranos procurar de empobrecer a sus súbditos, procurando continua guerras y disinciones [...]* »<sup>24</sup>. L'objectif socio-politique des Incas était donc résumé assez facilement : « *Toda su pretensión era procurar – por todas vías – que sus súbditos fuesen pobres, y no poseyesen cosa propia [...]* »<sup>25</sup>.

- 9 Le gouvernement tyrannique des Incas avait donc eu, selon Matienzo, une conséquence pratique : celle d'empêcher les Indiens d'acquérir une maturité économique. En la matière, ce sont des barbares car le barbare, rappelle Matienzo, est aussi celui qui n'utilise pas la monnaie, qui ne sait se servir de l'or et de l'argent dans ce but :

*Mayormente, que como bárbaros no usaban de la plata, para con ella comprar las cosas necesarias, y si algo les aprovechaba, era para hacer de ella y del oro vasos para beber, y esto a los Ingas solamente y algunos caciques [...]*<sup>26</sup>.

- 10 Le débat sur la propriété privée des Indiens portait donc de ces prémices qui s'inséraient dans un débat déjà ancien mais remis au goût du jour ici par l'auditeur. Deux modèles s'opposent : celui de Platon qui voyait dans la propriété particulière ou privée la source du mal politique et prônait donc un système communautaire<sup>27</sup> et celui d'Aristote pour qui la propriété privée était une des conditions de possibilité d'une cité heureuse et vertueuse<sup>28</sup> d'où une proposition qui aboutissait à une division du territoire en deux parties l'une commune, l'autre privée<sup>29</sup>. C'est à l'évidence ce modèle que suit Matienzo lorsqu'il propose un modèle contrôlé par les autorités espagnoles elles-mêmes et à mettre en place dans le cadre de l'inspection (visita) du territoire :

*El visitador, en el repartimiento que visitare, ha de dexarles amoxonado y ha de señalar tierras, lo primero a los caciques e principales (si no las tuvieran suyas propias); luego al común, las que pareciere que bastan, para que de allí suplan las necesidades que abaxo diré, y luego a los indios, a cada uno en particular tantos topos (o medidas) que sepa y entienda que son suyas y nadie se las ha de poder quitar ni tomar, y siempre se les han de señalar dobladas tierras de las que hobieren menester<sup>30</sup>.*

- 11 Mais que signifiait véritablement posséder quelque chose dans le Pérou de Juan de Matienzo ou pour le dire autrement : quels sont les enjeux de la question ? Pour les Indiens, le droit de propriété<sup>31</sup> est à prendre au sens large, mais il est essentiellement lié, comme le souligne la précédente citation, au foncier. Mais les implications de cette théorie vont bien au-delà ; la propriété est associée à la capacité à apprendre à travailler, à vivre « *políticamente* », « *a ser hombre* » pour le dire comme Matienzo :

*De tener los indios tierras propias les viene mucho provecho, pues esto es lo que les ha de aficionar al trabaxo y a ser hombres, y los apartará de la ociosidad (como dixe arriba),*

*porque hasta aquí no han poseído tierras propias, antes el cacique se las reparte como él quiere*<sup>32</sup>.

- 12 Au sein d'une population indigène dont la diversité culturelle et politique est bien perçue par Matienzo, c'est la catégorie du *yanacóna* qui sert ici à penser le droit de propriété et ses conséquences. Le *yanacóna* c'est celui qui, pour Matienzo, est détaché des liens communautaires :

*Hay en este Reino del Pirú otra manera de Indios, que se llaman yanacónas : estos son indios que ellos, o sus padres, salieron del repartimiento o provincia donde eran naturales, y han vivido con españoles sirviéndoles en sus casas, o en chacaras y heredades, o en minas*<sup>33</sup>.

- 13 Ces Indiens, serviteurs des Espagnols – Matienzo ne précise pas dans quelles conditions ils ont quitté leur communauté d'origine – font l'objet d'un traitement particulier. La première partie du portrait est flatteuse. En dépit de leur condition de serviteur et de l'interdiction qui leur est faite de quitter leur maître, interdiction que Matienzo justifie, comme il a coutume de le faire, par leur condition de mineur<sup>34</sup> (qu'ils partagent avec l'ensemble de la population indigène), ces *yanacónas* sont présentés comme une des réussites du système : « *viven como cristianos entre cristianos* »<sup>35</sup>. Un des points clés de cette « réussite » est le fait d'avoir accédé à une forme de propriété privée :

*De no saber qué cosa era tener cosa propia, poseen agora su ganado y chacaras y hacen sus sementeras para sí y tratan y contratan ; y de no tener ninguna pulicía en poder de sus curacas, estando con españoles la tienen, aprendiendo oficios de sastres, zapateros, labradores y otros oficios mecánicos con qué ganan de comer*<sup>36</sup>.

- 14 Comme on le voit, le droit de propriété sert, de fait, à faire rentrer les Indiens dans un cadre spécifique que l'on pourrait qualifier de colonial, en les mettant notamment en capacité de travailler et donc de participer à l'économie globale de la vice-royauté.

## Propriété et impôt

- 15 Cela dit, soulignait encore l'auditeur, ces *yanacónas*, surtout les *ladinos*<sup>37</sup>, avaient pris bien des défauts des Espagnols, ils sont notamment voleurs et pousseraient les Indiens des *repartimientos* à se révolter. On le voit, le modèle est ambigu ; il s'agit à la fois de justifier la catégorie des *yanacónas* en insistant sur un processus d'évangélisation et d'intégration réussie via l'acquisition de la propriété privée et une forme d'acculturation par contact tout en maintenant ces Indiens dans un étroit système de dépendance. Le pari est compliqué et ce d'autant plus que les *yanacónas* échappaient à la *tasa*. Or, le modèle socio-économique qu'implique la discussion autour de la notion de propriété privée interroge également les modalités de répartition fiscale. Là encore la pensée de Matienzo est complexe. Elle s'appuie notamment sur l'utilisation de l'autorité de Domingo de Soto, cité à huit reprises dans le texte. Pour définir le tribut que l'Indien pouvait donner aux *encomenderos*, Matienzo partait des ordonnances royales qui établissaient que le tribut devait être modéré, pour laisser à l'Indien de quoi subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Payer un tribut ne devait impliquer ni appauvrissement ni processus de monétarisation forcée : il pouvait être pris sur la production locale. Matienzo affirmait que ces dispositions royales étaient conformes à l'avis de Domingo de Soto et qu'il n'avait donc aucun besoin d'argumenter davantage : « *Lo cual está justísima y santamente ordenado, y conforme a lo que siente Fray Domingo de Soto, y así no tengo que tratar de ello [...]* »<sup>38</sup>. Il remarquait simplement que si la loi existait, elle n'était pas appliquée. Après avoir traité du contenu, Matienzo s'occupait des modalités : le tribut devait-il être identique pour chacun ou en fonction des biens

possédé en propre par chacun ? Matienzo optait pour un tribut modulé en fonction de la fortune de chacun, formule plus juste également approuvée par Soto :

*Cuanto a lo demás – si la tasa ha de ser por personas o por haciendas – parece que el tributo se debe tasar por las haciendas, cada uno a como tuviere, y éste es más justo tributo que el personal, que es as como el de Julio César : para soberbia e ambición e para codicia, que no para la pública necesidad del príncipe, que esto es lo que ha de tener el tributo para ser justo, como lo prueba bien Fray Domingo de Soto<sup>39</sup>.*

- 16 Mais que faire pour les Indiens qui ne possèdent rien ? Ce qui était encore le cas pour la majeure partie d'entre eux : « *los indios no tienen hacienda de qué poder dar tributos [...]* »<sup>40</sup>. Le tribut pouvait être personnel et Matienzo utilisait encore une fois le prestige de Domingo de Soto pour justifier ce qui n'était finalement qu'un *servicio personal* :

*A lo que dixe que el tributo o censo que se da por persona es más por soberbia o codicia que no para el efeto para que el tributo fue ordenado, se responde que esto se entiende tributo por hacienda juntamente con el personal, mas si por falta de hacienda juntamente con el personal, no se prohíbe, antes (según siente el mismo Soto) siendo impuesto es personal y como los demás, para sustentación necesaria del príncipe y conservación de la tierra [...]»<sup>41</sup>.*

- 17 Certes Matienzo insistait sur la responsabilité de chaque Indien et sur le nécessaire développement de la propriété privée qui entrainerait le développement du commerce et l'usage de la monnaie et donc à terme (à très long terme ?) d'autres modalités de paiement de l'impôt. Mais le but affiché était d'affaiblir le modèle communautaire par une lente déstructuration de ses fondements, d'où la valorisation – nous semble-t-il – des *yanaconas*. C'était aussi affaiblir le pouvoir des *caciques* et renforcer celui de l'État et des officiers royaux, mais aussi des *encomenderos* qui réclamaient également le droit à une propriété privée pérenne, via la perpétuité des *encomiendas*.

## Propriété et pouvoir

- 18 Nous ne reviendrons pas sur les aspects bien connus du thème très travaillé des *encomiendas*<sup>42</sup>. Nous voudrions simplement replacer la pensée de Matienzo dans la problématique qui est la notre : comment la notion de propriété privée permet-elle de penser les dynamiques de pouvoir ?
- 19 Six chapitres du *Gobierno* sont consacrés à ce thème fondamental qui structure la société qu' imagine l'auditeur. Il y exposait les arguments des parties en présence et se déclarait lui-même en faveur de la *perpétuité*. Matienzo affirmait l'importance de donner aux Espagnols, *conquistadores* ou *criollos* descendants de *beneméritos*, un patrimoine foncier leur permettant de s'ancrer véritablement dans le territoire. La question de l'attachement à la terre pose un autre rapport au pouvoir, non plus basé sur la *codicia* – c'est-à-dire ici sur le désir de faire fortune vite puisque rien ne s'inscrivait dans le temps long de la possession et de la transmission – mais sur la construction d'une forme de proto-nationalisme ancré dans un local qui ne reniait pas le global. En aucun cas, la souveraineté du roi n'était remise en question. En bon officier royal, et en politicien pragmatique, Matienzo récusait toute velléité d'autonomie de la Vice-royauté. Mais, et c'est peut-être là son originalité, il ne se prononçait pas davantage pour un vrai système féodal qui aurait eu pour corolaire une diminution du pouvoir royal mais optait plutôt pour un compromis qui ménagerait les différentes dynamiques de pouvoir en présence. Matienzo ne suivait pas en effet ceux qui poussaient à l'extrême les conséquences de la *perpétuité* ; il affirmait que celle-ci devait se faire sans que les *encomenderos* aient juridiction sur les Indiens sauf pour deux ou



trois seigneurs à la loyauté éprouvée. Matienzo distinguait ici le *dominium* de la *proprietas*. Comme le souligne Jaime Brufau Prats,

[p]ara Santo Tomás, la *proprietas* es, respecto del *dominium*, lo que la especie respecto del género ; mientras la *proprietas* encierra en sí un derecho subjetivo de carácter privado que coincide con lo que hoy entendemos por *propiedad privada*, el concepto de *dominium* comprende todo poder que un ser pueda tener sobre otro ser<sup>43</sup>.

- 20 Matienzo distinguait donc la possession de la terre qui relève du droit privé et la question du pouvoir sur l'Indien. Il récusait ainsi l'accusation des Lascasiens selon laquelle la perpétuité ferait des Indiens des esclaves perpétuels :

*Solían decir que, dándose en perpetuidad, tratarían mal a los indios, y los ternían por esclavos. A esto está clara la respuesta por lo que tengo arriba dicho : que no teniendo jurisdicción antes les tratarán mexor, y en esto no se puede poner duda, ni se podrá dar razón bastante, ni aun colorada, para sustentar lo contrario<sup>44</sup>.*

- 21 Le plan proposé relève véritablement de l'art du compromis : d'un côté les *encomenderos* seraient détenteurs de la propriété mais non de la juridiction, c'est-à-dire du pouvoir absolu sur les Indiens, de l'autre le roi resterait souverain et donc destinataire de l'impôt. L'essence de la souveraineté pour le roi en Amérique réside non pas pour l'auditeur dans le droit de propriété puisqu'il y aurait *perpétuité* mais plutôt dans une reconnaissance de sa légitimité par ses turbulents sujets espagnols et dans l'équilibre d'un jeu subtil de pouvoir, dont les Indiens étaient, en dépit des assertions de l'auditeur, les premières victimes.

## Les nuances de la citoyenneté

### Devenir citoyen

- 22 En pensant la *perpétuité* des *encomiendas* sans juridiction, Matienzo établissait une distinction entre pouvoir et propriété mais la création d'une catégorie nouvelle – celle des seigneurs patrimoniaux – signifiait également prendre le risque d'attiser les tensions au sein d'une *République des Espagnols* déjà fortement disparate et divisée. Matienzo faisait état à de nombreuses reprises dans le texte de l'existence de deux partis :

*Suele también en este Reino haber bandos entre “soldados” y vecinos (esto es, entre los encomenderos y los que no tienen indios) y para que estén sosegados conviene mucho que el Gobernador no se allegue a un bando ni al otro, y lo mesmo aconsejo a los demás jueves, hablando lo que a cada uno le diere gusto, no aplacando al un bando más que al otro, y esto ha de hacer cautamente, especialmente cuando se teme e recela de alguna alteración<sup>45</sup>.*

- 23 Proposer de faire des *encomenderos*, dont le nombre global était faible<sup>46</sup>, des seigneurs patrimoniaux posait automatiquement la question de la place des Espagnols exclus du lot, d'où les propositions de Matienzo qui passent par le biais d'une réflexion politique originale sur la citoyenneté. Comme le souligne Tamar Herzog, au début de la conquête, le processus d'acquisition de la souveraineté était relativement simple pour les *conquistadores*, le simple fait d'avoir appartenu au groupe qui avait fondé la communauté faisait d'eux des citoyens :

La citoyenneté (*vecindad*) pouvait être obtenue par le simple fait d'appartenir au groupe qui avait fondé la communauté. Tout ce que l'on exigeait du *conquistador* (qui était désormais citoyen), c'était sa présence lors de l'acte de fondation ou d'avoir intégré la communauté au cours des jours suivants<sup>47</sup>.



- 24 Puis divers processus d'acquisition de la citoyenneté avaient été mis en place, les nouveaux arrivants « devaient déclarer leur intention de nouer des liens permanents avec la communauté »<sup>48</sup> et ils déposaient à cet effet des requêtes de citoyenneté. Dans le *Gobierno*, la question fait l'objet d'une analyse détaillée qui débute dans le chapitre XII de la seconde partie par une question simple et explicite : « *Si converná que todos se llamen vecinos* ». Ce chapitre est complété par les chapitres XXI, XXIV, XXV<sup>49</sup>.
- 25 Pour répondre à cette question, l'auditeur déroulait un plan en plusieurs parties. Il commençait par une analyse de la situation du temps présent. Les Espagnols au Pérou se sentent déconsidérés car leurs mérites et ceux de leurs pères ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Ils estiment mériter une récompense pour des raisons historiques mais aussi car leur simple présence sur le sol péruvien garantit la souveraineté du Roi Catholique. Mais si tous ceux qui participèrent aux conquêtes eurent une place et purent obtenir le statut de *vecinos*, ce ne fut pas le cas de tout le monde :
- [...] *porque en aquel tiempo daban las encomiendas a todos los principales y los que quedaron sin suerte, fué o por haber venido tarde, o porque eran oficiales y hombres baxos, los cuales en ninguna buena república pueden ser vecinos* [...] <sup>50</sup>.
- 26 L'injustice est patente pour ceux qui, en dépit de leur noblesse, n'avaient pas reçu d'*encomiendas*, car ils étaient tout simplement arrivés trop tard :

*Mas, después acá ha venido gente noble a esta tierra, que no tienen indios, porque los hallaron repartidos cuando vinieron, y son ricos y nobles, a los cuales el vulgo llama "soldados" (que cierto se debe desterrar este nombre de esta tierra) y no son tenidos por vecinos, ni les dan oficios de alcaldes ni regidores, e tienen gran razón de quejarse, pues no menos se pueden y deben ellos llamar vecinos que los que tienen encomiendas de indios, ni menos se les deben de negar los dichos oficios que a ellos pues son verdaderamente vecinos : lo uno por ser capaces de cualquier honor público, y lo segundo, por ser ricos*<sup>51</sup>.

## Avantages et limites de la citoyenneté

- 27 Peu importe l'origine de leur richesse, c'est au contraire l'occasion pour Matienzo de se livrer à un véritable plaidoyer en faveur du commerce, commercer au Pérou n'est pas déchoir : « [...] *la costumbre de la tierra no tiene por vileza la mercadería* [...] »<sup>52</sup>. La proposition de l'auditeur est simple : tous, sauf bien évidemment ceux dont les offices sont par trop serviles, doivent obtenir le statut de *vecino* et les avantages qui lui sont associés. Tous obtiendraient ainsi une place plus claire sur l'échiquier politique et une position sociale revalorisée favorisant la « *conservación de la tierra* »<sup>53</sup> via l'apaisement des tensions et une forme de nivellement des situations. La position politique de Matienzo vise à intégrer, il s'agit de proposer une forme d'égalité légale à une grande majorité d'Espagnols qui pourraient ainsi s'engager dans la gestion de la Cité.
- 28 Cette volonté de renouveau passe également par un processus taxinomique ; Matienzo propose de gommer deux noms : celui de « *soldados* » infamant (« [...] *que cierto se debe desterrar este nombre de esta tierra* »<sup>54</sup>) pour le remplacer par celui de « *vecino* ». Quant au terme « *encomendero* », dont il ne dit pas qu'il est infamant mais l'idée que Las Casas en ait fait une sorte d'épouvantail est bien présente dans le texte, Matienzo propose de le remplacer par sa forme ancienne « *comendador* »<sup>55</sup> :

*Item, que hecha la perpetuidad, se llamen los encomenderos comendadores, y no se llamen vecinos, porque lo han de ser no solo los que tienen indios, mas también los que no los tienen*<sup>56</sup>.

- 29 On notera bien entendu la filiation avec une Espagne ancienne, rêvée peut-être plus que vécue, les *comendadores* faisant allusion à un passé glorieux et à des institutions prestigieuses, les Ordres de Chevalerie militaire dont les membres étaient appelés ainsi<sup>57</sup>. Cette proposition de Matienzo faisait écho sans doute aux désirs de ceux qui auraient voulu voir en Amérique la création d'une *grandeza* spécifique. N'oublions pas, car cela était fortement présent dans les esprits, que la *grandeza* avait été créée par Charles Quint en récompense des services rendus par les nobles qui l'avaient soutenu lors des *Comunidades*<sup>58</sup>. Matienzo soutient l'idée en proposant que quelques *encomenderos*, soigneusement sélectionnés, reçoivent un titre de noblesse :

*También se puede dar título de duque, conde o marqués a algunos encomenderos, dos o tres en cada ciudad, a los que tienen más gruesos repartimientos con jurisdicción civil y criminal, con que de la justicia pronunciada por el tal señor se apele para el corregidor [...]*<sup>59</sup>.

- 30 La prudence de Matienzo est à souligner, il ne s'agit pas de laisser le champ libre à cette nouvelle petite oligarchie. L'auditeur ne cesse de penser les modalités de contrôle et d'(auto)surveillance des différents représentants du pouvoir. C'est pourquoi il restreint le champ d'action des *vecinos* qui assumeraient des fonctions politiques. En effet, si les *alcaldes* peuvent et doivent être choisis parmi les *vecinos* (en veillant à l'égalité entre *vecinos comendadores* et *vecinos sin indios*), ils doivent s'en remettre pour les affaires criminelles au *corregidor* ou au représentant de l'Audience, seule véritable garante de justice<sup>60</sup>. Pour Matienzo, le politique c'est trouver des voies institutionnelles et des lois qui fondent la paix, qui permettent à chacun de vivre, selon son statut, dans une société qui doit s'insérer dans un contexte plus global en servant les intérêts de l'Espagne. C'est pourquoi il considère que penser et régler la *République des Espagnols* est plus important<sup>61</sup> car c'est à partir de cet ordre nouveau que peut se penser la relation à l'autre, à l'Indien. La *República de los Indios* ne peut se gérer que dans un rapport hiérarchique (pour Matienzo, les Indiens sont des mineurs juridiques, nés – en bonne doctrine aristotélicienne – pour servir) mais toujours dialectique avec une *République espagnole* apaisée.

## Conclusion

- 31 De fait, la pensée de Matienzo se situe au carrefour de plusieurs influences ; soumise à l'impératif d'adaptabilité aux réalités concrètes de la situation péruvienne, elle trace un chemin nouveau, entre aristotélisme assumé, antilascasianisme militant, force de l'économique, mercantilisme débutant, volonté de contrôle. Cette pensée vise à unifier le corps politique en indiquant à chacun sa place et en tentant de gommant dans un domaine précis, les disparités de représentation entre les Espagnols, dans l'espoir peut-être vain de forger, via une politique intégrative et participative, une identité commune, une identité locale qui s'insérerait plus aisément dans la globalité de la Monarchie Catholique. Les modalités pratiques d'organisation trouvent un débouché concret dans le corpus juridique que forge Matienzo ; la loi est associée au concept de gouvernement juste. Le mot « *necesidad* » dont Matienzo fait un large usage<sup>62</sup> traduit l'état d'urgence qui exige pour le Pérou des mesures fortes. Au contraire du Droit romain pour qui la nécessité ne connaît point de loi<sup>63</sup>, Matienzo proclame que la nécessité exige la loi. Loin de prôner une raison d'État qui transgresserait le droit, la loi est garante de la vie politique et de la rationalité étatique. La méthode de Matienzo vise

à établir les fondements de cette rationalité efficace. Nous avons tenté de montrer que par le biais des notions de propriété et de citoyenneté, Matienzo tentait d'équilibrer les dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans la Vice-royauté. En produisant un droit marqué par un questionnement étonnamment moderne de notions juridiques par ailleurs connues, Matienzo montrait que gouverner en temps de crise ne pouvait être qu'un art marqué par l'adaptabilité et le compromis.

## NOTES

1. Le début des années 1560 est en effet marqué par un état de crise dont les causes essentielles sont bien connues : décadence de la production argentifère de Potosí, inquiétude du monde indigène profondément affecté par la mort et la destruction, traversé de courants millénaristes alimentés entre autres par la présence d'un État néo-inca à Vilcabamba, inquiétude des Espagnols pour qui l'imaginaire d'une société féodale s'estompait chaque jour davantage sous les coups répétés des Lascasiens.
2. Nous reprenons ici la formule de Yves Charles ZARKA, *Figures du pouvoir : études de philosophie politique de Machiavel à Foucault*, Paris : PUF (Fondements de la politique), 2001, p. 3.
3. Voir par exemple les écrits du licencié Falcón et de Polo Ondegardo : Francisco FALCÓN, « Representación hecha por el licenciado Falcón en concilio provincial, sobre los daños y molestias que se hacen a los indios », in : *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones españolas de América y Oceanía* (CDI-AO), 42 t., Madrid, 1864-1884, 7, p. 451-495 ; Andrés CHIRINOS et Martha ZEGARRA (éd.) [2013], *El Orden del Inca : las contribuciones, distribuciones y la utilidad de guardar dicho orden (s. XVI), por el licenciado Polo Ondegardo*, Lima : Editorial Comentarios, 2013.
4. Juan de MATIENZO, *Gobierno del Perú*, Paris/Lima : IFEA (Travaux de l'Institut français d'études andines, 11), 1967. Nous nous référons souvent à l'introduction de Guillermo Lohmann Villena.
5. Juan de Matienzo arrive au Pérou avec le Comte de Nieva pour occuper la charge d'auditeur de Charcas en 1561 ; il y restera en poste jusqu'à sa mort en 1579.
6. Voir Guillermo LOHMANN VILLENA, « Étude préliminaire », in : J. de Matienzo, *op. cit.*, p. 51 et suiv.
7. La première édition du texte complet est celle que nous utilisons, voir *ibid.*, p. 68.
8. Il y a par exemple 87 références tirées du *Gobierno del Perú* dans la *Política Indiana*. Voir Juan de SOLÓRZANO PEREIRA, *Política Indiana*, Madrid : Ed. Atlas, 1972. Solórzano confie avoir le manuscrit entre les mains dans le *De Indiarum Iure, Lib II : De acquisitione Indiarum (cap.1-15)*, Madrid : CSIC, 1999, p. 47. Il fait allusion également à une autre œuvre de Matienzo qui ne nous est pas parvenue. On notera le jugement peu amène de Solórzano sur le *Gobierno del Perú* : « Además del Dialogus relatoris y unos esmerados comentarios que publicó, tenía [Matienzo] también preparado otro libro, que él mismo cita en ellos, bajo el título De stylo Cancellariae. Y nos dice que en él ha defendido ampliamente la intervención armada y el sometimiento de los indios. A él se remite también, al tocar de paso algunos puntos de este tema, en otro libro en español, manuscrito, que tengo en mi poder y lleva por título Administración y gobierno del Perú. Pero tengo la impresión – es mi parecer – de que el autor lo escribió de prisa y de que el libro contiene pocos elementos que puedan servirnos de ayuda a quienes tratamos estas cuestiones, como resultará evidente comparando ambas obras », *ibid.*

9. L'œuvre se présente donc comme un diptyque, mettant côte à côte gouvernement des Indiens et des Espagnols. Ce parti-pris méthodologique bien que fréquent n'était pas du goût du tous. Rappelons que Polo Ondegardo le jugeait peu pertinent et préférait considérer la Vice-royauté d'une manière globale. La finalité chez Matienzo est essentiellement pratique et la division entre deux républiques un artifice qui permet surtout de penser et de proposer un ensemble de lois spécifiques à chacune des collectivités envisagées. Cela ne l'empêche en rien de penser les connexions et les relations entre ces deux républiques extrêmement liées.

10. Formule récurrente dans le *Gobierno*.

11. Víctor Tau Aunzóategui aborde ces thématiques dans son ouvrage *El Jurista en el Nuevo Mundo*, voir Víctor TAU AUZOATEGUI, *El Jurista en el Nuevo Mundo : pensamiento, doctrina, mentalidad*, Frankfurt : Max Planck Institute for European Legal History, 2016.

12. Matienzo avait occupé des fonctions en Espagne à la *Chancillería* de Valladolid entre 1542 et 1558 date de sa nomination officielle au poste d'auditeur de Charcas. Il occupe au début de son séjour au Pérou l'un des fauteuils de l'Audience de Lima dont les titulaires étaient suspendus pour quatre mois. Voir l'introduction de G. LOHMANN VILLENA, *op cit.*, notamment p. 27 et suiv.

13. « Carta al Consejo de Indias del Conde de Nieva, Virrey del Perú, Los Reyes, postrero de Agosto de 1563 », in: Roberto LEVILLIER (éd.), *Gobernantes del Perú : cartas y papeles, siglo XVI*, 14 t., Madrid : Sucesores de Rivadeneyra, 1921-1926, 1, p. 530.

14. *Ibid.*

15. J. de MATIENZO, *op cit.*, chap. 1, partie 2, p. 200-201.

16. MACHIAVEL, *De Principatibus = Le Prince*, Paris : Presses Universitaires de France, 2000, chap. 6, p. 70.

17. Denis DIDEROT, Jean D'ALEMBERT, *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Paris : Éditeur Samuel Faulcher et compagnie, 1751-1765, t. 9, p. 793. URL : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k50541z/f1.image#>.

18. Francisco de VITORIA, *Sobre el poder civil : sobre los indios ; sobre el derecho de la guerra*, Madrid : Tecnos, 2007.

19. Le texte est saturé de références. Si on en croit la lettre qui accompagnait l'envoi du *Gobierno* au Pérou, le texte était très fortement annoté : « *Va el libro escripto en nuestra lengua castellana porque mejor gozen todos dél, y anotado en las margenes con filosofos y théologos y otros muchos y muy graves autores, dirigido a vuestra magestad...* », « Carta a S. M. del oidor Matienzo, rogando se vean, examinen y se le dé licencia y privilegio para imprimir dos obras que ha compuesto ; la una titulada "Gobierno del Perú" tocante al buen gobierno y policia de los indios, y la otra "Estilo de Chancillerias" para práctica de las mismas », La Plata, 28 de noviembre de 1567, in: Roberto LEVILLIER (éd.), *La Audiencia de Charcas : correspondencia de presidentes y oidores, documentos del Archivo de Indias*, 3 t., Madrid : Impr. de J. Pueyo, 1918-1922, 1, p. 238.

20. Voir par exemple Alexandra MERLE, « Machiavel et la re-fondation des Miroirs en Espagne », in: Ghislaine FOURNÈS et Elvezio CANONICA DE ROCHEMONTEIX (dir.), *Le Miroir du prince : écriture, transmission et réception en Espagne (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles)*, Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux, 2011.

21. « [...] *porque el Emperador Don Carlos nuestro Señor, de gloriosa memoria, era señor de todo el Mundo* [...] », J. de MATIENZO, *op cit.*, p. 11.

22. Cette formule aux acceptions multiples apparaît plusieurs fois dans le texte.

23. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 7.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*, p. 43. L'argument n'est pas nouveau, on le retrouve par exemple chez Francisco LÓPEZ DE GÓMARA, *Historia general de las Indias y vida de Hernán Cortés*, Caracas : Biblioteca Ayacucho, 1979, chap. 224.

27. Nous renvoyons le lecteur à l'analyse d'Étienne HELMER, « Platon et Aristote : deux anthropologies économiques, deux cités justes », *Revue de Philosophie Ancienne*, 31 (2), 2013. URL : <https://www.jstor.org/stable/24358691>.
28. ARISTOTE, *Œuvres complètes*, sous la direction de Pierre Pellegrin, Paris : Flammarion, 2014. Voir *Les Politiques*, livre 2, p. 2345.
29. *Idem*, Livre 7, chap. 10, 1329b-1330a, p. 2506-2507 de notre édition.
30. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 57.
31. Le terme est pris souvent au sens large. On retrouve 17 fois dans le texte la formule : « [tener] cosa propria ».
32. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 57.
33. *Ibid.*, p. 25.
34. « Estos indios son como menores o incapaces, y como a tales les damos curador para pleitos y para hacer cualesquier contratos, y la misma Audiencia es su curadora e protectora », *ibid.*, p. 26.
35. *Ibid.*, p. 25.
36. *Ibid.*, p. 27.
37. Nathan Watchel remarque que, jusqu'en 1570, les exemples d'indiens *ladinos* restent isolés et qu'en dehors de l'*ayllu*, les *yanas* peuvent plus facilement apprendre la langue castillane. Il souligne qu'ils étaient souvent qualifiés spontanément d'*indios ladinos*. Il semble en tout cas que les maîtres d'école ne pouvaient que très rarement être issus de la catégorie des *Hatunrunas*, voir Nathan WATCHEL, *La Vision des vaincus : les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole, 1530-1570* (1<sup>re</sup> éd. 1971), Paris : Gallimard (Folio Histoire, 47), 1992.
38. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 44.
39. *Ibid.*, p. 46.
40. *Ibid.*
41. *Ibid.*
42. Nous ne citerons ici que deux références fondamentales, la bibliographie sur le sujet est considérable : Silvio ZAVALA, *La Encomienda indiana* (1<sup>re</sup> éd. 1935), Mexico : Porrúa, 1973 ; José de la PUENTE BRUNKE, *Encomienda y encomenderos en el Perú : estudio social y político de una institución colonial*, Séville : Diputación provincial de Sevilla, 1992.
43. Jaime BRUFAU PRATS, *La Escuela de Salamanca ante el descubrimiento del Nuevo Mundo*, Salamanque : Ed. San Esteban, 1989, p. 12.
44. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 104.
45. *Ibid.*, p. 204.
46. Voir à ce sujet les analyses toujours pertinentes de James LOCKHART, *El Mundo hispanoperuano : 1532-1560* (1<sup>re</sup> éd. 1968), Mexico : FCE, 1982.
47. Tamar HERZOG, *Nations, citoyens, immigrés dans l'Espagne et l'Amérique espagnole au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1<sup>re</sup> éd. 2003), [Aix-en-Provence] : Le Poisson Volant, 2017.
48. *Ibid.*
49. Nous donnons ici les titres des chapitres, titres qui démontrent le degré de finesse d'une analyse qui se veut exhaustive : Chap. 21, « De los españoles que andan ociosos ; de los desafíos que hacen, e injurias que de ellos nacen, y del remedio que en ello se han de tener para evitar escándalos, motines y alzamientos, y leyes que cerca de ello conviene que se haga » ; chap. 24, « De los conquistadores y antiguos pobladores de este Reino del Perú ; y de los privilegios que deben tener ellos, sus hixos y sus descendientes » ; chap. 25, « De los hixos de vecinos y moradores de este Reino ; cómo deben de ser criados e instruídos, y de los estudios que debe haber en el Reino, y en qué partes ». On pourrait rajouter le chapitre 14 de la seconde partie qui porte le titre suivant : « De la provincia de Chucuito y de su gobierno ; si converná repartirse y tasarse de nuevo ; y cómo podrán ser gratificados los españoles que han servido a Su Magestad en esta tierra, y no están remunerados », J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 274.
50. *Ibid.*, p. 270.
51. *Ibid.*

52. *Ibid.*, p. 271.

53. Formule récurrente dans le *Gobierno*.

54. *Ibid.*, p. 270.

55. *Encomendar*, 'recommander', 'charger', 'confier' ; (pronominal) 's'en remettre à', d'abord attesté sous la forme *comendar*, est issu du latin *commendare* 'confier' et 'charger', voir l'article *mandar*, in : Michel BENABEN, *Dictionnaire étymologique de l'espagnol*, Paris : Ellipses, 2000, p. 269-270.

Le dictionnaire de Corominas souligne également l'antériorité du terme *comendador* qui date de 1174 tandis qu'*encomendero* et *encomienda* apparaissent entre 1220 et 1250. Voir article "mandar", in : Juan COROMINAS, *Breve diccionario etimológico de la lengua castellana*, Madrid : Gredos, 1987, p. 377.

56. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 111.

57. « *Comendador*. s. m. *El Caballero que tiene Hábito, y Encomienda en alguna de las Ordenes Militares, o de Caballería* », in : Real Academia Española (RAE), *Diccionario de Autoridades*, 1729, 2. URL : <http://web.frl.es/DA.html>.

58. Voir par exemple Joseph PEREZ, *Los Comuneros*, Madrid : La esfera de los libros, 2001.

59. J. de MATIENZO, *op. cit.*, p. 110.

60. *Ibid.*, p. 271. Nous ne développons pas ici l'importance de l'Audience pour Matienzo dans le jeu politique.

61. *Ibid.*, p. 196.

62. 70 occurrences dans le *Gobierno*.

63. Voir les analyses de Michel Senellart : Michel SENELLART, *Machiavélisme et raison d'État : XII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris : PUF, 1989.

## RÉSUMÉS

Le *Gobierno del Perú*, rédigé dans les années 1560, par Juan de Matienzo, auditeur de Charcas, est un ouvrage fondamental pour comprendre la situation politique, économique et sociale de la jeune Vice-royauté du Pérou au XVI<sup>e</sup> siècle. Cet article vise à analyser deux principes centraux de la philosophie politique de Matienzo : la propriété privée et la citoyenneté.

El *Gobierno del Perú*, escrito en los años 1560, por Juan de Matienzo, oidor de Charcas, es una obra fundamental para entender la situación política, económica y social del virreinato del Perú en el siglo XVI. Este artículo propone un análisis de dos puntos centrales de la filosofía política de Matienzo: la propiedad privada y la vecindad.

## INDEX

**Palabras claves** : Perú, siglo XVI, Juan de Matienzo, pensamiento político, propiedad privada, vecindad

**Mots-clés** : Pérou, XVI<sup>e</sup> siècle, Juan de Matienzo, pensée politique, propriété privée, citoyenneté

AUTEUR

**NEJMA KERMELE**

Université de Pau et des Pays de l'Adour, Laboratoire ALTER